

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES











ACCORD-CADRE DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

**Accord cadre : Diagnostics Faune-Flore et Habitats
sur le réseau fluvial du Nord Pas de Calais de Voies
Navigables de France**

VOIES NAVIGABLES DE FRANCE

37, rue du Plat
BP 725
59034 LILLE Cedex

L'ESSENTIEL DU CONTRAT

	Objet	Accord-cadre : Diagnostics Faune-Flore et Habitats sur le réseau fluvial du Nord Pas de Calais de Voies Navigables de France
	Type de contrat	Accord-cadre
	Tranches optionnelles	Sans tranches optionnelles
	Clauses sociales	Sans
	Clauses environnementales	Avec
	Durée / Délai	4 ans
	Reconduction	
	Prix	Prix forfaitaires et prix unitaires
	Variation des prix	Avec
	Avance	Sans

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat.....	5
1.1 - Objet du contrat	5
1.2 - Représentant du pouvoir adjudicateur	5
1.3 - Décomposition du contrat.....	5
1.4 - Type d'accord-cadre.....	5
1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande.....	5
1.6 – Clause dérogatoire au principe d'exclusivité	6
2 - Pièces contractuelles	6
3 - Intervenants.....	7
3.1 - Conduite d'études.....	7
3.2 – Représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché	7
3.2 - Cotraitance.....	7
3.3 – Titulaire	8
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	8
5 - Missions.....	8
6 - Durée et délais d'exécution.....	8
6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations	8
6.2 - Durée du contrat	9
6.3 - Préparation des bons de commande.....	9
7 - Prix.....	9
7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	9
7.2 - Modalités de variation des prix	10
8 - Garanties Financières.....	11
9 - Avance.....	11
10 - Modalités de règlement des comptes.....	11
10.1 Rémunération	11
10.2 – Règlement des comptes.....	11
10.3 - Présentation des demandes de paiement.....	15
10.4- Délai global de paiement	16
10.5 - Paiement des cotraitants	16
10.6 - Paiement des sous-traitants.....	16
11 - Conditions d'exécution des prestations.....	16
11.1 - Présentation des livrables	17
11.2 - Modifications techniques.....	18
11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations.....	18
11.4 - Clause de réexamen	18
12 – Mesures d'ordre social.....	18
12.1 Application de la réglementation du travail.....	18
12.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés	19
12.2.1. Intervenants étrangers	19
12.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales	19
13 - Constatation de l'exécution des prestations	20
14 - Garantie des prestations.....	21
15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	21

16 - Pénalités	22
16.1 - Pénalités de retard	22
16.2 - Pénalité pour travail dissimulé	24
16.3 - Autres pénalités spécifiques	24
17 - Assurances	25
18 - Résiliation du contrat	25
18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre	26
18.2 - Conditions de résiliation des bons de commande	26
18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	27
19 - Règlement des litiges et langues	27
20- Dérogations	27

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Accord cadre : Diagnostics Faune-Flore et Habitats sur le réseau fluvial du Nord Pas de Calais de Voies Navigables de France

Le présent accord-cadre vise à répondre aux besoins de VNF sur le périmètre de la DT NPDC, en matière de diagnostics écologiques (faune / flore / habitats) et d'études ou de productions réglementaires associées. Les prestations s'inscrivent généralement dans le cadre d'opérations de travaux (en phases pré-opérationnelles, études ou travaux), en lien ou non avec des dossiers ou procédures réglementaires. Elles peuvent aussi être sollicitées en-dehors d'un cadre de projet, à des fins de connaissance du patrimoine de biodiversité (ex : inventaires naturalistes, état des lieux pour gestion écologique du domaine public fluvial, etc..)

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Les lieux d'exécution des prestations sur le domaine public fluvial sont :

- Les biefs ou portion de cours d'eau concernés sur la zone d'étude, ainsi que les fossés ou contre-fossés ;
- Les délaissés, bras morts ou mares ;
- Les berges ;
- Les chemins de service ou de halage ;
- Les terrains de dépôt de sédiments ;
- Les bâtiments ou constructions susceptibles d'accueillir une faune et une flore spécifique ;
- L'ensemble des sites concernés par les projets de Voies navigables de France sur le périmètre de la DT Nord Pas de Calais.

1.2 - Représentant du pouvoir adjudicateur

Pour la réalisation de la consultation et le suivi de l'exécution du présent accord-cadre, le rôle du représentant du pouvoir adjudicateur est délégué à Monsieur le directeur de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage de VNF.

Sur le fondement du présent accord-cadre, la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage, ainsi que la Direction Territoriale Nord-Pas-de-Calais sont susceptibles de passer des bons de commande.

Pour la passation et l'exécution des bons de commande de cet accord-cadre, le représentant du pouvoir adjudicateur est :

- Pour les opérations de la Direction Territoriale Nord-Pas de Calais, Monsieur le directeur territorial Nord Pas de Calais ou son représentant ayant délégation
- Pour les opérations de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage (DIMOA), Monsieur le directeur de la DIMOA ou son représentant ayant délégation

1.3 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à **trois (3) opérateurs économiques maximum**.

1.4 - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

1.5 - Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande seront notifiés par voie dématérialisée via le portail PLACE dédié par le pouvoir adjudicateur.

Les bons de commande seront notifiés par le pouvoir adjudicateur conformément à l'article 11 du présent CCAP.

Les 3 titulaires se verront attribuer les bons de commande selon la méthode dite « en cascade », c'est-à-dire celle consistant :

- à contacter d'abord l'opérateur économique dont l'offre pour l'attribution de l'accord-cadre a été considérée la meilleure (**attributaire principal**) pour l'émission d'un devis dans les conditions et délais prévus au marché ;
- puis à s'adresser au deuxième selon classement de l'analyse des offres de la présente consultation (**attributaire secondaire**) uniquement dans les cas suivants :
 - L'attributaire principal n'est pas en capacité de répondre à la demande dans les délais souhaités par VNF,
 - Il est constaté l'absence de réponse du titulaire principal à la demande de VNF dans le délai contractuel
 - L'attributaire principal envoie un courrier/courriel informant VNF de son incapacité dument justifiée à réaliser la prestation demandée ;
- et enfin à s'adresser au troisième selon le classement de l'analyse des offres (**dernier attributaire**) dans les mêmes conditions que l'attributaire secondaire vis-à-vis de l'attributaire principal.

En cas d'absence de réponse ou d'incapacité du titulaire une pénalité pour incapacité du titulaire sera appliquée (voir article 16.3 du présent CCAP).

Dans l'hypothèse où l'attributaire principal ne répond pas à une sollicitation de l'acheteur à plus de 3 reprises sans apporter de justifications pertinentes, VNF se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre auprès du titulaire concerné (voir article 18.1 du présent CCAP).

Les mentions devant figurer sur chaque bon de commande sont les suivantes :

- la date et le numéro du bon de commande ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et de fin) ;
- les lieux d'exécution des prestations ;
- le montant du bon de commande ;

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur peuvent être honorés par le ou les titulaires.

1.6 – Clause dérogatoire au principe d'exclusivité

Pour certaines opérations de grande ampleur nécessitant des besoins de diagnostics spécifiques et/ou induisant un volume d'investigations important, une dérogation au principe de l'accord-cadre sera autorisée.

De manière similaire, la prestation visant à la réalisation d'une pêche électrique pourra, par dérogation, être réalisée par la Fédération de Pêche et de Protection des Milieux Aquatiques du département concerné en lieu et place du titulaire du présent accord-cadre.

2 - Pièces contractuelles

Les pièces contractuelles sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)

- Le Bordereau des Prix Unitaires et Forfaitaires (BPUF)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le mémoire technique du candidat

3 - Intervenants

3.1 - Conduite d'études

Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conduite d'opération est assurée par Voies navigables de France –Direction de l'Ingénierie et de la Maitrise d'Ouvrage – Service Opérationnel de Lille.

Le conducteur d'études ainsi que ses missions seront éventuellement précisés dans chaque bon de commande.

3.2 – Représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché

Pour l'exécution du bon de commande, les personnes physiques désignées ci-après sont habilitées à représenter le RPA auprès du titulaire :

1. Le Chef du Service Opérationnel de Lille pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception des communications du titulaire avec le pouvoir adjudicateur, auxquelles il entend donner date certaine ainsi que la notification des décisions et communications du pouvoir adjudicateur faisant courir un délai (article 3-1 du CCAG) ;
 - b) Réception de la lettre recommandée du titulaire signalant les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel (article 13.3.2 du CCAG) ;
 - c) Signature et notification, en tant que représentant du pouvoir adjudicateur pour l'exécution du marché, des décisions d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet lorsque celles-ci résultent strictement de dispositions contractuelles (article 27 du CCAG).
2. Le chef d'UTI, d'unité ou de cellule pour assumer les fonctions suivantes :
 - a) Réception de la demande de paiement (article 11.6 du CCAG) ;
 - b) Proposition d'acceptation ou de rectification de la facture et de complément de la facture (article 11.7 du CCAG) ;
 - c) Suspension du délai global de paiement s'il n'est pas possible, du fait du titulaire, de procéder aux opérations de vérifications ou à toutes autres opérations nécessaires au paiement ;
 - d) Information du titulaire de la suspension du paiement par le comptable assignataire ;
 - e) Vérifications quantitatives et qualitatives, qu'elles soient exécutées directement par lui-même ou, sous sa responsabilité, par des agents qu'il désigne (articles 26 du CCAG).

3.2 - Cotraitance

Le marché sera conclu :

- soit avec un entrepreneur unique ;
- soit avec des entrepreneurs groupés ;

Sous réserve du respect des règles relatives à la liberté des prix et à la concurrence et des exigences de l'article R2142-19 et suivants du CCP, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement :

- soit conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Le mandataire sera solidaire.
- soit solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure. Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le pouvoir adjudicateur peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

Pour les prestations sous-traitées, le candidat devra fournir la preuve de l'engagement des sous-traitants, tel que décrit dans l'offre. Cette preuve peut être apportée par tout moyen approprié comme un écrit signé de chaque sous-traitant s'engageant à réaliser les prestations que vous souhaitez lui confier ou encore par une déclaration de sous-traitance.

En l'absence de preuve, ces prestations ne seront pas analysées dans l'offre.

3.3 – Titulaire

Le titulaire indique par ailleurs, dans sa réponse, les profils et les qualifications de la (des) personne(s) pressentie(s) pour la réalisation des prestations. Le titulaire du bon de commande s'engage, pour l'exécution de ses missions, à affecter le personnel prévu dans sa proposition, tant au niveau de la qualification que des durées d'affectation.

Par dérogation à l'article 3.4 du CCAG-PI, dans tous les cas de changement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet, le titulaire en avise le pouvoir adjudicateur sans délai et s'engage à fournir un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes, et en communique le nom dans un délai de trois semaines à compter de l'avis de départ pour le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée ou pour le remplacement du chef de projet. Le titulaire prend à sa charge les éventuels coûts supplémentaires occasionnés par ce changement.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne le récuse pas dans le délai de quinze jours courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur récuse le remplaçant, le titulaire dispose de quinze jours pour proposer un autre remplaçant. Si ce dernier n'est pas accepté par le représentant du pouvoir adjudicateur dans le délai de quinze jours, le titulaire s'expose à la résiliation de l'accord-cadre à ses torts.

Le titulaire encourt ainsi la résiliation du bon de commande dans les cas suivants :

- le titulaire ne désigne pas de remplaçant dans le délai requis à compter de l'avis de départ ;
- le représentant du pouvoir adjudicateur récuse le second remplaçant proposé.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution du présent marché.

Les renseignements, documents ou objets qui sont communiqués au titulaire le sont à titre confidentiel et ne peuvent, sans autorisation, être transmis, même à titre gratuit, à d'autres personnes que celles qui ont la qualité pour en connaître dans le cadre du présent marché. Ces renseignements, documents, ou objets ne peuvent, sans autorisation expresse de VNF, être divulgués à des tiers. Le titulaire ne peut ni faire usage, ni reproduire, ni représenter, ni distribuer, ni communiquer, ni publier ou révéler les informations et prestations faisant l'objet du présent marché ou tout résultat ou étude qui en seraient issus.

En cas de sous-traitance, il revient au titulaire de faire figurer dans le contrat avec son sous-traitant, une clause imposant à son sous-traitant les mêmes obligations que celles du présent marché.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.
Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Missions

Les missions exactes sont précisées au sein de chaque bon de commande

6 - Durée et délais d'exécution

6.1 - Durée globale prévisionnelle des prestations

La date prévisionnelle de début des prestations est le 21/09/2026.

La date prévisionnelle d'achèvement des prestations est le 21/09/2030.

La date limite de validité de l'accord-cadre est prévue 4 ans après la notification, soit jusqu'à l'été 2030. Ainsi, les prestations correspondant aux derniers bons de commande conclus sur cet accord-cadre, ne pourront excéder l'été 2031. L'accord-cadre est conclu à compter de la date de notification du contrat.

6.2 - Durée du contrat

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée ferme de deux (2) ans à compter de sa notification. La période de préparation n'est pas incluse dans le délai d'exécution du marché.

Il est reconductible tacitement une (1) fois pour une nouvelle durée de 2 ans, sans que la durée totale du marché puisse excéder quatre (4) an(s).

En cas de non-reconduction, le représentant du pouvoir adjudicateur notifie la décision expresse de non-reconduction au(x) titulaire(s) avant l'échéance de l'accord cadre.

L'accord-cadre est signé pour une durée maximum de 4 ans.

Les bons de commande pourront être conclus dès la notification de l'accord cadre jusqu'à son expiration.

La durée d'exécution des bons de commande conclus sur la base de l'accord cadre ne peut se prolonger au-delà de la limite de validité de l'accord cadre augmentée de 12 mois.

La durée des bons de commande n'est pas fixée dans l'accord-cadre, elle le sera dans les bons de commande conclus sur la base de l'accord-cadre multi-attributaires.

Les délais d'exécution ou de livraison des prestations sont fixés à chaque bon de commande conformément aux stipulations des pièces de l'accord-cadre.

6.3 - Préparation des bons de commande

Suite à la réception de la demande du maître d'ouvrage, les délais de transmission des devis préalables à l'établissement des bons de commande sont les suivants :

Documents à fournir	Délai de transmission du titulaire au Maître d'ouvrage*	Délai de retour du Maître d'Ouvrage ou de son Maître d'Oeuvre**	Délai de reprise des documents par le titulaire suite aux observations du Maître d'ouvrage***
Devis	5 jours	5 jours	2 jours

* à compter de la réception de la demande de VNF.

** à compter de la réception de la proposition.

*** à compter du retour de VNF sur la proposition

7 - Prix

7.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par des prix forfaitaires et prix unitaires selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Le présent accord-cadre à bons de commande est conclu sans montant minimum et avec un montant maximum de 1 000 000 € HT sur la durée totale de l'accord-cadre (pour les 4 années, reconductions comprises).

Les prix proposés par le titulaire de l'accord-cadre dans le bordereau des prix, constituent un référentiel de prix plafonds (maximum) pour les bons de commande.

Les titulaires présentent, pour les bons de commande, des offres de prix au moins aussi avantageuses en terme de prix que le référentiel de prix figurant dans l'offre initiale de l'accord-cadre. Les prix remis dans le cadre des bons de commande ne pourront donc pas être supérieurs à ceux fixés dans le bordereau des prix de l'accord-cadre.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, des frais afférents à l'application de l'article 16.4 du CCAG-PI, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Les prix de l'accord-cadre et des bons de commande incluent tous les éléments relatifs à la concession des droits sur les connaissances antérieures, toutes les redevances, licences et droits d'utilisation, de reproduction, de duplication, de modification, d'adaptation et de traduction.

Les prix de l'accord-cadre et des bons de commande sont établis en euro et hors taxe (HT), sans Taxe Valeur Ajoutée (TVA). Ils sont ensuite assujettis à celle-ci. Ils comprennent tous les frais nécessaires à l'exécution des prestations.

7.2 - Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre et des bons de commande sont révisables.

Les prix sont révisables, à la hausse comme à la baisse, à l'élaboration des décomptes par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations et selon les modalités suivantes :

$$C_n = 0,15 + 0,85 \times (I_n - 6 / I_0 - 6)$$

avec: $I_0 - 6$ = Valeur de l'index de référence I prise au mois d'établissement des prix moins 6 mois ;
 $I_n - 6$ = Valeur de l'index de référence I prise au mois de réalisation des prestations moins 6 mois

- **Mois d'établissement des prix de l'accord-cadre ou du bon de commande** : Les prix sont établis sur la base des conditions économiques du mois précédant la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé « mois zéro » (m_0).
- Indice de référence « I »: index **Ingénierie** (base 100 en janvier 2010) publié au Bulletin Officiel du ministère en charge de l'Équipement et au Moniteur des travaux publics.

En application de l'article 14 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, la valeur finale des références utilisées pour l'application de cette clause est appréciée au plus tard à la date de réalisation des prestations telle que prévue par le marché public, ou à la date de leur réalisation réelle si celle-ci est antérieure. Lorsque la valeur finale des références n'est pas connue à la date où doit intervenir un acompte ou un paiement partiel définitif, l'acheteur procède à un règlement provisoire sur la base des dernières références connues.

Le paiement calculé sur la base des valeurs finales de référence intervient au plus tard trois mois après la date à laquelle sont publiées ces valeurs.

Lorsque les avances sont remboursées par précompte sur les sommes dues à titre d'acompte ou de solde, le précompte est effectué après application de la clause de variation de prix sur le montant initial de l'acompte ou du solde.

Les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales.

Pour chacun de ces calculs, l'arrondi est traité de la façon suivante :

- Si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (bornes incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut);
- Si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (bornes incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Lorsqu'une révision a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre révision avant la révision définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index correspondant.

8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

9 - Avance

Aucune avance ne sera versée.

10 - Modalités de règlement des comptes

10.1 Rémunération

➤ Généralités

La rémunération des bons de commande est forfaitaire, son montant est égal au montant hors TVA mentionné dans le bordereau des prix, il comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission.

Elle est exclusive de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenants autres que la maîtrise de l'ouvrage au titre de la présente opération.

10.2 – Règlement des comptes

➤ Modalités de paiements des avances, acomptes, solde et indemnités, intérêts moratoires

Le délai global de paiement des avances, acomptes, solde et indemnités est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Le point de départ du délai global de paiement des acomptes et du solde est la date de réception de la demande de paiement par le RPA.

Il est rappelé au titulaire la nécessité d'officialiser le constat d'achèvement avec le demandeur avant de transférer sa facture à l'adresse ci-dessous. En effet le demandeur doit déclencher le service fait par le biais de ce constat.

➤ Rythme de règlements

Le règlement des sommes dues au titulaire pour l'exécution de sa mission fait l'objet d'acomptes et d'un solde après acceptation dans les conditions suivantes:

Phase	N° prix	Désignation du prix	Rythme et règlements
1	Production de l'état initial		
		Etude bibliographique, analyse documentaire et note méthodologique	70% à l'avancement 30% après validation
2	Prestations d'inventaires écologiques		
	2.1	Inventaires Faune - Flore - Habitats	
	2.1.1	Réalisation des inventaires floristique, faunistique et des habitats annuel	70% à l'avancement 30% après validation du rapport annuel
	2.1.2	Diagnostic Faune Flore et Habitats par saison	70% à l'avancement 30% après validation du rapport par saison
	2.1.3	Diagnostic simplifié habitats et potentialités	70% à l'avancement 30% après validation du diagnostic
	2.1.4	Prélèvements et analyses ADNe	70% à l'avancement 30% après validation des résultats associés
	2.1.5	Réalisation d'une pêche électrique	70% à l'avancement 30% après validation des résultats associés
	2.1.6	Prospection par embarcation légère	70% à l'avancement 30% après validation des résultats associés
	<i>Prospections sub-aquatiques</i>		
	2.1.7	2.1.7.1 Prospection PMT ou bathyscope	70% à l'avancement 30% après validation des résultats associés
		2.1.7.2 Prospection par plongée hyperbare	70% à l'avancement 30% après validation des résultats associés
	2.2	Inventaires des zones humides	
	2.2.1	Caractérisation des zones humides par étude pédologique	70% à l'avancement 30% après validation des résultats associés
	2.2.2	Evaluation fonctionnelle de zones humides	70% à l'avancement 30% après validation des résultats associés
3	Prestations d'analyse		
	3.1	Analyse comparative des différentes études Faune-Flore-Habitats	70% à l'avancement 30% après validation

3.2	Analyse des impacts du projet considéré		70% à l'avancement 30% après validation des résultats associés
	Dossiers réglementaires		
3.3.1	<i>Maîtrise d'oeuvre externe</i>		
	3.3.1.1	Analyse critique de la séquence ERC produite par la maîtrise d'œuvre et des documents de consultation	70% à l'avancement 30% après validation
	3.3.1.2	Analyse critique de l'Autorisation Environnementale Unique produite par la maîtrise d'œuvre et préconisations d'amélioration	70% à l'avancement 30% après validation
	<i>Maîtrise d'oeuvre interne</i>		
3.3.2	3.3.2.1	Rédaction de la séquence ERC et intégration au sein des documents de consultation	70% à l'avancement 30% après validation par les services instructeurs
	3.3.2.2	Recherche et définition de site de compensation	70% à l'avancement 30% après validation du rendu final
	3.3.2.3	Rédaction de l'Autorisation Environnementale Unique et suivi de son instruction	70% à l'avancement 30% après validation par les services instructeurs
	3.3.2.4	<i>Rédaction et suivi d'instruction des procédures réglementaires simplifiées</i>	70% à l'avancement 30% après validation par les services instructeurs
3.3.3	<i>Dossiers de dérogation Espèces protégées (CRSPN - CNPN)</i>		
	3.3.3.1	Réalisation d'un dossier CRSPN et suivi de son instruction	70% à l'avancement 30% après validation par les services instructeurs
	3.3.3.2	Réalisation d'un dossier CNPN et suivi de son instruction	70% à l'avancement 30% après validation par les services instructeurs
4	Autres prestations		
	4.1	Balisage de la flore et des habitats protégés ou d'intérêt patrimonial ou régional ou communautaire identifiés	100% après réception du compte-rendu du balisage
	4.2	Intervention d'un cordiste pour le volet chiroptérologique	100% après réception du compte-rendu final
	4.3	Réunion de présentation	100% après validation du compte-rendu de la réunion

➤ Demande d'acompte

La demande d'acompte, établie par le titulaire, est envoyée au représentant du pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé de réception ou remise contre récépissé.

Elle indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché ainsi que leurs prix, évalués en prix de base et hors TVA.

➤ Acompte

A partir de la demande d'acompte présentée par le titulaire, le RPA détermine le montant de l'acompte à lui verser dans un état d'acompte qui fait ressortir :

- a) L'évaluation, en prix de base, de la fraction du montant du marché à régler compte tenu des prestations effectuées depuis le début du marché ;
- b) Les pénalités ou réfections éventuelles prévues au présent accord-cadre, et ce, depuis le début du marché ;
- c) L'évaluation, en prix de base et hors TVA, du montant dû au titulaire depuis le début du marché, qui est égal au poste a diminué du poste « **b** » ci-dessus ;
- d) Le montant, en prix de base et hors TVA, du poste c de l'état d'acompte précédent ;
- e) Le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de l'acompte, qui est égal au poste « **c** » du présent état diminué du poste d ci-dessus ;
- f) L'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément à l'article 7.2 du CCAP de l'accord-cadre, sur le poste « **e** » ci-dessus ;
- g) Le moment venu, l'incidence éventuelle du remboursement de l'avance ;
- h) L'incidence de la TVA ;
- i) Le montant de l'acompte à verser, ce montant est la récapitulation des montants **e, f, g et h ci-dessus**.

➤ Projet de décompte

Après constatation de l'achèvement de sa mission dans les conditions prévues à l'article 12 du présent CCAP de l'accord cadre, le titulaire adresse au RPA la demande de paiement du solde correspondant aux prestations fournies, en précisant leurs prix évalués en prix de base et hors TVA.

La demande de paiement est envoyée au RPA selon les mêmes modalités que celles des acomptes.

➤ Décompte général

Le pouvoir adjudicateur établit le projet de décompte général qui comprend :

- le décompte final qui fait apparaître :

- a) Le montant figurant dans la demande de paiement du solde adressée par le titulaire, éventuellement rectifié par le RPA ;
- b) Les pénalités, réfections ou réductions éventuelles, et ce, depuis le début du marché ; Les pénalités pour retard font l'objet d'un décompte spécifique indiquant les montants journaliers, le nombre de jours de retard et les dates d'échéance contractuelle retenues ;
- c) Le montant, en prix de base et hors TVA, dû au titre de la mission, qui est égal au poste a diminué du poste b ci-dessus ;
- d) Le montant, en prix de base et hors TVA, du poste c de l'état d'acompte précédent ;
- e) Le montant, en prix de base et hors TVA, du solde, qui est égal au poste c du présent décompte diminué du poste d ci-dessus ;
- f) L'incidence de la clause de variation des prix appliquée, conformément au présent CCAP de l'accord-cadre, sur le poste « **e** » ci-dessus ;
- g) L'incidence éventuelle du remboursement de l'avance ;
- h) L'incidence de la TVA ;

- L'état du solde, établi à partir de la demande de paiement final, son montant est la récapitulation des montants « **e, f, g et h** » ci-dessus ;

- La récapitulation des acomptes et du solde.

Le montant du projet de décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le projet de décompte général est signé par le représentant du pouvoir adjudicateur et devient alors le décompte général. Le représentant du pouvoir adjudicateur notifie au titulaire le décompte général avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- quarante jours après la date de remise au pouvoir adjudicateur de la demande de paiement final par le titulaire ;
- douze jours après la publication de l'index de référence permettant la révision du solde.

Le délai de quarante jours est ramené à trente jours pour les marchés dont le délai d'exécution n'excède pas trois mois.

À compter de la date d'acceptation du décompte général par le titulaire, ce document devient le décompte général et définitif, et ouvre droit à paiement du solde.

➤ Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les pénalités de retard sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le maître de l'ouvrage du fait du retard pris par le titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'auto-liquidation de la TVA,

- Le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le Pouvoir Adjudicateur et mentionner les dispositions du Code Général des Impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux sous-traitants étrangers payés directement par le maître de l'ouvrage.

10.3 - Présentation des demandes de paiement

Adresse de facturation : Voies Navigables de France (DIMOA), 175 rue Ludovic Boutleux CS 30820, 62408 BETHUNE

Par **virement bancaire** au(x) compte(s) mentionnés au C.1 du présent marché (joindre un-RIB) dans les conditions fixées aux conditions générales d'achats (C.3.6).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques sont déposées par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct sur le portail CHORUS PRO, via le lien suivant : <https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e1s1> et comportent les mentions suivantes :

1° La date d'émission de la facture;

2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture (dont le numéro de SIRET: 130 017 791 00026 de la Direction de l'Ingénierie et de la Maîtrise d'Ouvrage;

3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;

- 4° Le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement : 31 ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 13001779100026 de la Direction Territoriale Nord Pas de Calais de VNF ou ; 130 01 7791 00018 de la DIMOA

- Code service: 31

10.4- Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

10.5 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

10.6 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En complément aux dispositions de l'article 12.2 du CCAG-PI, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du maître de l'ouvrage, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au conducteur d'opération ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au conducteur d'opération, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- Le conducteur d'opération adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 10.4 ci-dessus, compté à partir de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

11 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat). L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Notification des bons de commandes, décisions ou informations :

La notification au titulaire des bons de commandes, décisions ou informations du pouvoir adjudicateur qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les conditions suivantes :

a) Si la notification est faite par email et fait courir un délai en mois ou en jours :

Dans ce cas les délais commenceront à courir dès réception de l'accusé réception du titulaire dans les conditions définies à l'article 3.2.1 du CCAG-PI. Si cet accusé n'est pas généré automatiquement par l'application informatique du titulaire, ce dernier devra adresser un courriel valant accusé réception dans un délai qui ne devra pas excéder 24 heures.

b) En utilisant les fonctionnalités de la plateforme de dématérialisation du pouvoir adjudicateur (PLACE) permettant l'envoi de courrier ou document par voie électronique avec avis de réception et horodatage des échanges

Dans ce cas, les délais commenceront dès réception de l'accusé réception par le titulaire de l'échange électronique.

Par réciprocité, la notification au représentant du pouvoir adjudicateur ainsi qu'aux personnes désignées dans les pièces particulières ou générales du marché, des informations ou transmissions du titulaire qui font courir un délai, peut être faite par échanges dématérialisés ou sur supports électroniques dans les mêmes conditions que celles décrites ci avant.

Conflit d'intérêts

Le titulaire prend les mesures nécessaires permettant de prévenir toute situation susceptible de compromettre l'exécution impartiale et objective du marché. Un conflit d'intérêt peut résulter notamment d'intérêts économiques, de liens familiaux ou sentimentaux, ou de toutes autres relations ou intérêts communs. Tout conflit d'intérêt pendant l'exécution du présent marché doit être signalé sans délai et par écrit au maître d'ouvrage. Le titulaire doit prendre immédiatement toute(s) mesure(s) nécessaire(s) pour y mettre fin et en informe le maître d'ouvrage.

11.1 - Présentation des livrables

En application de l'article 26-4.2 du CCAG - PI, le titulaire avise le RPA de la date à laquelle les documents lui seront présentés.

Durant le délai d'une phase d'étude, il est autorisé un rendu intermédiaire avant le rendu définitif validé par le pouvoir adjudicateur. Pour chaque rendu une suspension de délai global aura lieu pour la relecture du pouvoir adjudicateur. Le délai de la phase reprendra dès que les remarques seront transmises dans leur intégralité. Les échanges mails serviront de justificatifs pour l'arrêt et la reprise du délai.

Les documents validés présentés par le titulaire du bon de commande sont remis au RPA, en un seul exemplaire sur support numérique.

Les documents validés des missions complémentaires présentés par le titulaire du bon de commande sont remis au RPA, en un seul exemplaire sur un support numérique.

Les documents des procédures réglementaires présentés par le titulaire du bon de commande sont remis au RPA, au nombre définis par l'entité, l'administration publique ou tout autres organismes en charge de l'instruction des dossiers réglementaires sur support approprié.

En complément de ces exemplaires papiers, les documents sont remis dans l'un des formats suivants dont un format modifiable : pdf, docx, xlsx, pptx, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, sxi, sxd, odt, ods, odp, odg, dwg, .dxf, .shp, JPG, PNG.

11.2 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

11.3 - Arrêt de l'exécution des prestations

En application de l'article 22 du CCAG-PI le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des interventions qui font l'objet du contrat, à l'issue de chaque mission du prestataire définie au CCAP.

11.4 - Clause de réexamen

Conformément à l'article 25 du CCAG-PI, en cas de circonstance que des parties diligentes ne pouvaient prévoir dans sa nature ou dans son ampleur et modifiant de manière significative les conditions d'exécution du marché, les parties examinent de bonne foi les conséquences, notamment financières, de cette circonstance.

Le cas échéant, les parties conviennent, par avenant, des modalités de prise en charge, totale ou partielle, des surcoûts directement induits par cette circonstance sur la base de justificatifs fournis par le titulaire. Il est tenu compte, notamment :

- des surcoûts liés aux modifications d'exécution des prestations ;

- des surcoûts liés à l'exécution de nouvelles missions non prévues dans l'accord-cadre initial ;
- des conséquences liées à la prolongation des délais d'exécution du marché.

Le titulaire est tenu de demander en temps utile qu'il soit procédé à des constatations contradictoires pour permettre au maître d'ouvrage d'évaluer les moyens supplémentaires effectivement mis en œuvre.

Sont exclues de cette évaluation, les augmentations de prix prises en compte dans les index ou indices utilisés pour la révision des prix du marché.

Les surcoûts pris en charge par le maître d'ouvrage peuvent faire l'objet d'une avance dans les conditions fixées par les documents particuliers du marché ou dans l'avenant conclu en application du présent article.

Il est porté à l'attention du titulaire qu'un changement significatif au sein de l'équipe projet comparativement à celle indiquée au sein de l'offre initiale devra être validé par la maîtrise d'ouvrage. Dans le cas où la maîtrise d'ouvrage jugerait que la nouvelle équipe ne présenterait pas une qualité équivalente à la précédente, cet élément pourra également faire l'objet d'un réexamen des conditions, notamment financières, du marché.

12 – Mesures d'ordre social

12.1 Application de la réglementation du travail

Le prestataire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

Le titulaire doit être en mesure de justifier pour lui-même et ses sous-traitants quel que soit leur rang, sur simple demande du RPA, du respect des obligations prévues par les huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail.

Il devra, sur demande du RPA, communiquer les documents justificatifs et permettre l'accès à l'ensemble de ses lieux de travail et de ceux de ses sous-traitants.

En cas d'infraction constatée, le marché pourra être résilié dans les conditions définies à l'article 19.1 du CCAG.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

12.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

12.2.1. Intervenants étrangers

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le MOE est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

En application des articles D.8222-7 et 8 du Code du Travail, le titulaire, s'il est établi ou domicilié à l'étranger, est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire doit remettre au maître d'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de variation de change.

Si le MOE entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre, outre les pièces prévues à l'article R.2193-1 du code de la commande publique, une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ayant pour objet

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 10.2 du présent CCAP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

En application de l'article L1262-4-1 du code du travail, lorsque le titulaire ou le sous-traitant procède à un détachement de travailleurs, il fournit au maître d'ouvrage une copie de la déclaration de détachement effectuée auprès de l'inspection du travail.

12.2.2. Lutte contre les prestations de services internationales illégales

a/ Désignation d'un représentant du titulaire

Le titulaire établi hors de France qui détache des salariés pour l'exécution du présent marché public doit conformément aux articles L 1262-1-1et R 1263-2-2 du code du travail désigner sur le territoire français un représentant, unique interlocuteur de l'inspection du travail pendant toute la durée du détachement.

b/ Documents à produire

Avant chaque détachement, le représentant désigné par le titulaire doit transmettre au maître d'ouvrage les documents suivants :

- Une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
 - Les salariés détachés par ses soins,
 - Les salariés détachés par les soins de ses sous-traitants quel que soit leur rang dans la chaîne de sous-traitance,
 - Ainsi que les salariés détachés par toute entreprise de travail temporaire située hors de France sollicitée dans le cadre de l'exécution du présent marché par le titulaire ou ses sous-traitants quel que soit leur rang.
- Une copie du document désignant le représentant susmentionné.

Le représentant du titulaire doit veiller au respect de ces obligations. Faute pour le titulaire de se conformer à ces obligations, le maître d'ouvrage, après mise en demeure préalable de se mettre en conformité avec la réglementation du travail dans un délai de huit jours, résilie le marché aux torts du titulaire.

13 - Constatation de l'exécution des prestations

L'approbation des documents consiste en l'acceptation par le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) des documents présentés par le titulaire correspondant à l'élément de mission remis et conformes aux prescriptions du marché. Elle peut être prononcée avec réserves auquel cas, le titulaire est tenu d'effectuer les corrections correspondantes lors de l'exécution de l'élément de mission subséquent.

Les décisions relatives à cette approbation doivent intervenir avant l'expiration du délai de 60 jours à compter de la date de l'accusé de réception par le conducteur d'opération de ces documents.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme approuvée avec effet à compter de l'expiration du délai (approbation tacite).

En cas de réfaction :

Par dérogation à l'article 27-3 du CCAG, la décision motivée d'admission avec réfaction est, sans autre formalité, notifiée au titulaire du bon de commande. Lorsque le pouvoir adjudicateur estime que des prestations ne satisfont pas entièrement aux conditions du marché, mais qu'elles présentent des possibilités d'admission en l'état, il notifie au titulaire une décision motivée de les admettre avec réfaction, c'est-à-dire entraînant une réduction de prix selon l'étendue des imperfections constatées.

Le titulaire dispose d'un mois pour présenter ses observations ou adresser une lettre de réclamation au sens de l'article 37 du CCAG ; passé ce délai, il est réputé avoir accepté la décision du pouvoir adjudicateur.

Si le titulaire formule des observations, le pouvoir adjudicateur dispose ensuite d'un mois pour confirmer sa décision ou pour notifier une nouvelle décision. À défaut d'une telle notification dans ce délai, le pouvoir adjudicateur est réputé avoir accepté les observations du titulaire.

En cas d'ajournement :

En cas d'ajournement, l'admission peut être assortie de conditions à prendre en compte par le titulaire dans un délai fixé par le RPA et soumis aux dispositions de l'article 15 - Pénalités ci-dessous.

Par dérogation au 2ème alinéa de l'article 27.2.1 du CCAG, le délai de quinze jours du pouvoir adjudicateur est porté à 2 mois.

Par dérogation au 3ème alinéa de l'article 27.2.1 du CCAG, le silence du pouvoir adjudicateur au-delà de ce délai de deux mois vaut décision de rejet des prestations.

Suite à une décision d'ajournement, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire du bon de commande des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

En cas de rejet :

Suite à une décision de rejet, le RPA dispose, pour admettre les prestations, après présentation par le titulaire du bon de commande des prestations modifiées, des mêmes délais que ceux indiqués ci-dessus.

➤ Achèvement de la mission

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision établie, sur demande du titulaire, par le RPA dans les conditions de l'article 27 du CCAG-PI et constatant qu'il a rempli toutes ses obligations.

➤ Arrêt de l'exécution des prestations

Conformément à l'article 20 du CCAG, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des phases techniques d'un bon de commande. La décision d'arrêter l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

Les phases décrites au CCTP du présent accord-cadre sont considérées comme des phases techniques pour l'application du présent article.

14 - Garantie des prestations

Le titulaire du marché garantit au pouvoir adjudicateur et aux tiers désignés dans le marché la jouissance pleine et entière, et libre de toute servitude, des droits concédés aux termes du marché, à l'exclusion des droits des éventuels auteurs précédents. A ce titre, il garantit :

- Qu'il est titulaire ou détient les droits concédés sur les résultats et les connaissances antérieures ;
- Qu'il indemnise le pouvoir adjudicateur et tout tiers désigné dans le marché, en l'absence de faute qui leur serait directement imputable, sans bénéfice de discussion ni de division, de toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété intellectuelle auquel le titulaire aurait sciemment et en toute connaissance de cause porté atteinte. Si le pouvoir adjudicateur ou les tiers désignés dans le marché sont poursuivis pour contrefaçon, concurrence déloyale ou parasitisme sans faute de leur part, du fait de l'utilisation des résultats et des connaissances antérieures du titulaire du marché conformément aux stipulations du marché, ils en informent sans délai le titulaire du marché qui pourra alors intervenir à l'action judiciaire.

La responsabilité du titulaire du marché ne sera pas engagée pour toute réclamation concernant :

- Les connaissances antérieures que le pouvoir adjudicateur et les tiers désignés dans le marché ont fournies au titulaire du marché pour l'exécution du marché ;
- Les éléments incorporés dans les résultats à la demande expresse du pouvoir adjudicateur ou des tiers désignés dans le marché ;
- Les modifications ou adaptations apportées aux résultats, si la cause de la réclamation trouve son fondement dans une modification ou une adaptation apportée par le pouvoir adjudicateur ou les tiers désignés dans le marché ou à leur demande expresse.

15 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Conformément à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre de l'accord-cadre font l'objet d'une cession à titre non exclusif au profit du pouvoir adjudicateur. Par conséquent, le titulaire peut utiliser les résultats pour ses propres besoins, y compris commercialement.

Toutefois, les résultats ayant pour objet d'identifier le pouvoir adjudicateur, de promouvoir ses produits ou services et ceux qui ne peuvent pas être réutilisés en raison de leur confidentialité sont cédés à titre exclusif.

Par dérogation aux dispositions de l'article 24 du CCAG, les dispositions suivantes s'appliquent :

Le titulaire met ses connaissances antérieures au service du pouvoir adjudicateur. La conclusion du marché n'emporte pas transfert des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature afférents aux connaissances antérieures. Le pouvoir adjudicateur, le titulaire du marché et les tiers désignés dans le marché restent titulaires, chacun en ce qui le concerne, des droits de propriété intellectuelle ou des droits de toute autre nature portant sur les connaissances antérieures.

16 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.3 du CCAG, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Les différentes pénalités prévues ci-dessous ne sont pas exclusives les unes des autres et peuvent être cumulées.

16.1 - Pénalités de retard

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document. Les jours de retard s'entendent hors samedis, dimanches et jours fériés.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG, en cas de retard dans l'exécution des missions dans les délais définis ci-dessous, le titulaire subit une pénalité journalière fixée à cent (100) euros.

Phase	N° prix	Désignation du prix	Délais plafonds
1	Production de l'état initial		
		Etude bibliographique, analyse documentaire et note méthodologique	1 mois à compter de la demande du MOA
2	Prestations d'inventaires écologiques		
	2.1	Inventaires Faune - Flore - Habitats	
	2.1.1	Réalisation des inventaires floristique, faunistique et des habitats annuel	12 mois à compter de la demande du MOA
	2.1.2	Diagnostic Faune Flore et Habitats par saison	3 mois à compter de la demande du MOA
	2.1.3	Diagnostic simplifié habitats et potentialités	1 mois à compter de la demande du MOA
	2.1.4	Prélèvements et analyses ADNe	1 mois à compter de la demande du MOA
	2.1.5	Réalisation d'une pêche électrique	1 mois à compter de la demande du MOA
	2.1.6	Prospection par embarcation légère	15 jours à compter de la demande du MOA
		<i>Prospections sub-aquatiques</i>	
	2.1.7	2.1.7.1 Prospection PMT ou bathyscope	1 mois à compter de la demande du MOA
		2.1.7.2 Prospection par plongée hyperbare	1 mois à compter de la demande du MOA
	2.2	Inventaires des zones humides	
	2.2.1	Caractérisation des zones humides par étude pédologique	1 mois à compter de la demande du MOA
	2.2.2	Evaluation fonctionnelle de zones humides	1 mois à compter de la demande du MOA
3	Prestations d'analyse		
	3.1	Analyse comparative des différentes études Faune-Flore-Habitats	1 mois à compter de la demande du MOA
	3.2	Analyse des impacts du projet considéré	1 mois à compter de la demande du MOA
	3.3	Dossiers réglementaires	
		<i>Maîtrise d'oeuvre externe</i>	
	3.3.1	Analyse critique de la séquence ERC produite par la maîtrise d'œuvre et des documents de consultation	15 jours à compter de la demande du MOA
	3.3.1.1		

	3.3.1.2	Analyse critique de l'Autorisation Environnementale Unique produite par la maîtrise d'œuvre et préconisations d'amélioration	1 mois à compter de la demande du MOA
3.3.2	Maîtrise d'oeuvre interne		
	3.3.2.1	Rédaction de la séquence ERC et intégration au sein des documents de consultation	1 mois à compter de la demande du MOA
	3.3.2.2	Recherche et définition de site de compensation	1 mois à compter de la demande du MOA
	3.3.2.3	Rédaction de l'Autorisation Environnementale Unique et suivi de son instruction	Rendu finalisé du document : 2 mois à compter de la demande du MOA
			Prise en compte des remarques et mise en oeuvre des correctifs : 7 jours
	3.3.2.4	Rédaction et suivi d'instruction des procédures réglementaires simplifiées	Rendu finalisé du document : 1 mois à compter de la demande du MOA
Prise en compte des remarques et mise en oeuvre des correctifs : 7 jours			
3.3.3	Dossiers de dérogation Espèces protégées (CRSPN - CNPN)		
	3.3.3.1	Réalisation d'un dossier CRSPN et suivi de son instruction	Rendu finalisé du document : 1 mois à compter de la demande du MOA
			Prise en compte des remarques et mise en oeuvre des correctifs : 7 jours
	3.3.3.2	Réalisation d'un dossier CNPN et suivi de son instruction	Rendu finalisé du document : 1 mois à compter de la demande du MOA
Prise en compte des remarques et mise en oeuvre des correctifs : 15 jours à compter de la demande du MOA			
Autres prestations			
4.1	Balisage de la flore et des habitats protégés ou d'intérêt patrimonial ou régional ou communautaire identifiés		15 jours à compter de la demande du MOA
4.2	Intervention d'un cordiste pour le volet chiroptérologique		Intervention : 15 jours à compter de la demande de la MOA Compte-rendu d'intervention : 8 jours à compter de la date d'intervention
4.3	Réunion de présentation		Documents préparatoires à la réunion : 15 jours avant la date de réunion Compte-rendu de réunion/relevés de décisions : 8 jours à compter de la date de réunion

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation aux stipulations de l'article 14.1.2 du CCAG-PI, le montant total des pénalités de retard est plafonné à 35,00 % du montant du bon de commande.

Les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

16.2 - Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 200,00 €.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

16.3 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Pénalités relatives au retard de remplacement d'un membre de l'équipe dédiée	Journalière	200,00 €	En cas de retard dans le remplacement d'un membre de l'équipe dédiée y compris le chef de projet ou de non-remplacement par une personne possédant des compétences et un niveau d'expérience équivalent, il sera appliqué au titulaire une pénalité de deux cents (200) euros par jour ouvré à partir du premier jour de retard et jusqu'à la résiliation du bon de commande.
Pénalités relatives aux réunions dans le cadre d'un bon de commande	Forfaitaire	200,00 €	En cas d'absence d'un ou plusieurs représentant(s) du titulaire dûment convoqué(s) à une réunion, le titulaire encourt une pénalité de deux cents (200) euros par membre absent.
Pénalités concernant les travailleurs détachés ou étrangers	Forfaitaire	500,00 €	<p>À défaut d'affichage dans les délais et conditions définies à l'article 13.2 du présent CCAP, il sera fait application d'une pénalité d'un montant de 500 € pour chaque travailleur détaché pour lequel le défaut d'affichage est constaté. Cette pénalité a un caractère définitif.</p> <p>En cas de non-respect de la réglementation en vigueur concernant les travailleurs détachés ou étrangers, le titulaire sera soumis à une pénalité forfaitaire de 500 € sur simple constat (et sans mise en demeure préalable) de la conduite d'opération. Cette pénalité ne pourra en aucun cas exonérer le titulaire des poursuites prévues par la législation.</p>

Incapacité du titulaire	Forfaitaire	500,00 €	En cas d'incapacité du titulaire à dégager les moyens et personnels pour répondre aux commandes en simultané considérées comme prévisibles, le titulaire subit une pénalité forfaitaire de 500 € par bon de commande refusé ou reporté. À noter que l'absence de fourniture d'un devis par le titulaire suite à une demande de VNF sera considéré comme un refus de commande au-delà des délais prévus au marché. Ce cas de figure rentre donc dans le champ d'application de la présente pénalité. Dans ce cas, elle s'applique 3 fois avant la résiliation pour faute du titulaire (voir article 18.1 du présent CCAP et article 4.2 de l'AE).
Autres pénalités diverses	Forfaitaire	100,00 €	Toute infraction à une quelconque clause contractuelle non sanctionnée par une pénalité spécifique peut donner lieu à l'application d'une pénalité de 100 € par infraction sur simple constat de VNF. En cas d'exécution partielle d'un bon de commande sans justification, le titulaire encourt une pénalité égale au centième du montant des prestations non exécutées.

17 - Assurances

Tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier qu'il est titulaire des contrats d'assurances dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 9 du CCAG, pour justifier l'ensemble de ces garanties, les titulaires doivent fournir une attestation avant la notification du marché, émanant de leur compagnie d'assurance, ainsi que les attestations de leurs sous-traitants répondant aux mêmes conditions de garantie. Ils doivent adresser ces attestations au maître de l'ouvrage au cours du premier trimestre de chaque année, pendant toute la durée de leur mission.

Sur simple demande du Maître d'Ouvrage, le titulaire devra justifier, y compris pour ses éventuels sous-traitants, qu'il a acquitté ses primes d'assurances et que les garanties pour le présent projet sont en cours de validité et qu'elles n'ont fait l'objet d'aucune suspension ni résiliation.

Il notifiera au maître d'ouvrage toutes modifications affectant son contrat d'assurances (activités garanties, nature et montants des garanties et des franchises, assureurs, etc ...)

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture du titulaire (ou de l'un de ses sous-traitants), le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'exiger de sa part la souscription d'une assurance complémentaire dont le coût sera à la charge du titulaire.

Le non-respect de ces obligations en cours d'exécution du bon de commande peut entraîner la résiliation de plein droit du marché par le maître d'ouvrage.

18 - Résiliation du contrat

18.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont les suivantes :

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, pour des motifs d'intérêt général, mettre fin au présent accord-cadre par une décision de résiliation notifiée aux titulaires. Par dérogation à l'article 36 CCAG-PI, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre, aucune indemnisation ne pourra être perçue par les attributaires

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, lorsque le pouvoir adjudicateur résilie l'accord-cadre pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à être indemnisé uniquement sur la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour l'accord-cadre et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation de l'accord-cadre.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

En complément de l'article 37 du C.C.A.G.-PI., il est précisé que :

- Si le titulaire ne respecte pas ses engagements en termes de capacité de réponse aux demandes de VNF pour l'exécution simultanée de plusieurs bons de commande (voir article 4.3 de l'Acte d'Engagement) et ce, 3 fois sur la durée de l'Accord-Cadre sans justification d'événements extérieurs recevables, le pouvoir adjudicateur sera en droit de résilier le marché pour faute du titulaire sans indemnité et sans mise en demeure préalable ;
- Les mises en demeure sont notifiées par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine et sont assorties d'un délai. Le Titulaire dispose de ce délai pour satisfaire à ses obligations ;
- Le marché peut être résilié de plein droit aux torts du Titulaire, par VNF, en cas d'inexécution grave ou répétée de ses obligations ou de mauvaise exécution de celles-ci constatées par voie de mise en demeure, le cas échéant précédée de signalements par tous moyens permettant d'en accuser réception et d'établir une date certaine, et notamment lorsque :
 - Le Titulaire n'exécute pas dans les délais prescrits les prestations qui lui sont commandées et compromet ainsi gravement le respect du calendrier de l'opération ;
 - Les documents présentés par le Titulaire ont fait l'objet de plusieurs décisions successives de rejet ou d'ajournement par VNF.

18.2 - Conditions de résiliation des bons de commande

Les conditions de résiliation de chaque bon de commande sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

Par dérogation à l'article 40 du CCAG-PI, en cas de résiliation d'un bon de commande pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation, pour chaque élément de mission débuté, une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA des éléments de missions débutés, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le RPA se réserve le droit de prononcer l'arrêt d'exécution des prestations par lettre recommandée avec avis de réception postale.

Le titulaire a droit, cependant, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le bon de commande et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées.

Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la résiliation du bon de commande.

Le paiement des prestations se fait au prorata des prestations validées de façon contradictoire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les prestations en cours de réalisation jusqu'à la date de résiliation.

18.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

19 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Lille est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

20- Dérogations

- L'article 3.3 du CCAP déroge à l'article 3.4 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 7.2 du CCAP déroge à l'article 10.2.4 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12 du CCAP déroge aux articles 27.2.1 et 27.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 15 du CCAP déroge aux articles 24 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16 du CCAP déroge à l'article 14.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 16.1 du CCAP déroge aux articles 14.1.1, 14.1.2 et 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17 du CCAP déroge à l'article 9 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 18.1 du CCAP déroge aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- Les articles 18.1 et 18.2 du CCAP déroge à l'article 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles